l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi
7 février 1976
No 425
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Les grandes manoeuvres du colonialisme français

Le colonialisme français fait beaucoup parler de lui ces jours-ci. A Djibouti comme aux Comores il montre sa volonté de s'opposer par tous les moyens à l'indépendance des peuples qu'il domine encore. C'est bien pourquoi il est actuellement mis en accusation par de nombreux pays du tiers monde. C'est dimanche que les autorités colonialistes françaises ont l'intention d'organiser un semblant de référendum dans l'île de Mayotte afin de donner une apparence de légitimité au maintien de la domination française sur cette île appartenant aux Comores.

Il y a plusieurs mois, la population des Comores proclamait son indépendance. Ce pays qui était soumis depuis longtemps au joug colonial est composé de quatre îles : Anjouan, grande Comore, Mayotte, Moheli. Immédiatement, le colonialisme allait engager ses manœuvres pour tenter de faire obstacle à cette indépendance nouvellement proclamée. Tandis que ses troupes et ses gendarmes devaient quitter trois des îles, il les maintenait à Mayotte. Il s'engageait ainsi dans une opération portant atteinte à l'intégrité territoriale des Comores. Une campagne de propagande était lancée selon laquelle la population de Mayotte voulait rester française. Les colonialistes, afin de donner un vernis «démocratique» à leur occupation, annonçaient leur intention d'organiser un référendum. Pendant ce temps, la répression était organisée dans l'île afin de faire taire l'opposition à leur complot et préparer un référendum sur mesure. De nombreux patriotes étaient arrêtés, déportés et expulsés de Mayotte. A plusieurs reprises, des représentants du gouvernement des Comores qui voulaient se rendre sur cette partie de leur territoire national en étaient empêchés par les forces armées colonialistes.

Les Comores, reconnues par de nombreux pays du tiers monde dont la Chine et admises comme membres de l'ONU, étaient décidées à poursuivre la lutte pour leur intégrité territoriale. Cela malgré les graves difficultés économiques qu'elles connaissent du fait du colonialisme.

Dernièrement, le gouvernement comorien a porté plainte contre la France devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Plusieurs pays du tiers monde ont déposé jeudi soir un projet de résolution déclarant notamment :

«Le Conseil de sécurité,

»1) considère que la tenue par la France d'un référendum à Mayotte constitue une ingérence dans les affaires intérieures des Comores,

»2) demande au gouvernement français de renoncer à procéder à ce référendum à Mayotte,

»3) demande à la France de respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'État des Comores et de s'abstenir de toute action qui pourrait compromettre l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'État comorien.

»4) prie le gouvernement français d'entrer en négociations immédiates avec le gouvernement des Comores en vue de la prise des mesures propres à la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'État des Comores composé des îles d'Anjouan, de Grande Comore, de Mayotte et de Moheli.»

Mais le gouvernement français est décidé à poursuivre jusqu'au bout son agression contre les Comores et à organiser son référendum de dimanche. Quoi qu'il fasse, une chose est sûre, le peuple des Comores avec le soutien du tiers monde et des anticolonialistes français finira par reconquérir son unité nationale.

LE MIDI MOBILISÉ

Le Midi s'est mobilisé jeudi. Paysans et ouvriers ont manifesté au coude à coude, par dizaines de milliers, contre le chômage et la ruine des petits paysans. Avignon, Nîmes, Montpellier, Carcassonne. Perpignan étaient devenues des «villes mortes». A Montpellier, toute activité économique avait cessé tandis qu'avait lieu une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

A Carcassonne, dix mille manifestants, surtout des vignerons, ont parcouru les rues de la ville.

A Perpignan, ils étaient plus de six mille. A Nîmes, plus de vingt mille. A Sète, les dockers avaient arrêté le travail.

A Montpellier, Perpignan et Carcassonne des affrontements se sont produits avec les CRS.

«TRAVAILLER, VIVRE AU PAYS»

MONTPELLIER, DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Une marée humaine abritée sous des parapluies noirs a déferlé pendant plus de 2 heures dans les rues de Montpellier. *«Mobilisation générale», «opération ville morte»* tels étaient les mots d'ordre de la journée d'action viticole du 5 février. La pluie incessante n'avait pas freiné la détermination de ces dizaines de milliers de paysans aux visages burinés et volontaires. Au contraire «elle est là pour engraisser nos terres» dira un porte-parole des paysans. Venus de tous les coins du département, paysans, ouvriers, employés, pêcheurs, artisans, enseignants, ont défilé derrière la banderole *«Travailler, vivre au pays»*.

Dans une ville où tous les commerçants avaient tenu à exprimer leur solidarité en fermant leurs boutiques, au cours d'un rassemblement où chaque organisation prit la parole avec une verve typiquement méridionale, de nombreux aspects positifs se sont dégagés : pour la CFDT une volonté délibérée de lier la lutte des viticulteurs à la lutte contre le chômage (l'un des tristes records de la région) et le capitalisme : *«Non aux licenciements, pour de meilleures conditions de travail, création d'emplois, exonération d'impôts, gaz-électricité gratuits pour les chômeurs»*. Le représentant CFDT expliquera que les rares emplois qui existent sont dans l'hôtellerie, le tourisme.

Il devait déclarer *«Nous ne voulons pas devenir les serviteurs des riches». «Le tourisme est une usine à bronze-culs et un trompe-couillons»* en faisant ressortir qu'il n'y a que 1 à 2 % d'ouvriers dans les grands complexes touristiques de la côte comme la Grande-Motte. Il sera chaleureusement applaudi quand il expliquera que pour un jeune *«Il faut quitter la région où s'engager dans les CRS»*.

(Suite page 3)

Au tribunal d'Instance de Clichy

LES OUVRIERS DES CABLES DE LYON ACCUSENT

200 travailleurs français et immigrés des Câbles de Lyon de l'usine de Clichy A et une vingtaine de travailleurs de Thomson Levallois sont venus soutenir Raboutet Jean-Louis, délégué syndical CGT, cité en jugement jeudi après-midi au tribunal d'instance de Clichy. J.L. Raboutet est accusé d'avoir craché sur Ferrier Michel, directeur adjoint des Câbles de Lyon Clichy A, lors de la grève de juin 1975.

Ils étaient là, tous unis, en bleu de travail dans la salle d'audience et Ferrier était quant à lui plutôt blême devant tous ces travailleurs venus soutenir Raboutet. Ils l'ont montré avec une forte détermination en manifestant devant le tribunal juste avant l'audience en criant les slogans : *«Câbles de Lyon répression» «Travailleurs français immigrés une seule classe ouvrière»*.

(Suite p. 5)

Djibouti, l'état d'alerte proclamé, DES TROUPES COLONIALISTES SONT ENVOYEES EN RENFORT

Au lendemain du coup de force à Djibouti auquel s'est livré le gouvernement français sous le prétexte fallacieux de libérer les trente enfants enlevés le 5 février par un commando du Front de libération de la côte des Somalis (FLCS), la répression colonialiste s'intensifie contre la population.

Jeudi, tôt dans la matinée, on apprenait qu'un Boeing 747 et trois Boeing 707 de la compagnie Air France avaient quitté les aéroports de Roissy et d'Orly à destination de Djibouti avec à leur bord des renforts de gendarmerie et de troupes colonialistes d'intervention.

(suite p. 2)

Université Paris-Nord

LE PRESIDENT SEQUESTRE PAR 300 ETUDIANTS

Le jeudi 5 février à 15 heures, plusieurs centaines d'étudiants ont envahi la salle du Conseil d'université à Villetaneuse (Seine-St-Denis). Par leur action, ils entendaient manifester leur colère contre la réforme Soisson et contre les expériences pédagogiques mises en place par le président, Marcel Joséfoneicz, membre du faux parti communiste français.

le monde en marche

ROME

Progrès de la coopération européenne en matière d'armements

Le «groupe de programme européen» pour la coopération en matière d'armements, créé en début de semaine, à Rome, par les dix pays membres de l'Eurogroupe (groupe européen de l'OTAN) plus la France, a décidé de se réunir à nouveau début juin.

Concrètement la réunion de Rome a permis de dresser une liste d'objectifs à réaliser, sur une base très souple, dans le cadre de l'Alliance atlantique, mais indépendamment des institutions de cette dernière.

A la réunion de Rome, un certain nombre d'objectifs à réaliser ont été inventoriés. Parmi les principaux :
– harmoniser les plannings d'équipement militaire et de remplacement des matériels.
– éviter les doubles emplois.
– établir une politique commune de production.

De semblables mesures vont dans le sens du renforcement de la capacité de défense des pays européens rendu indispensable du fait du danger de guerre résultant de la compétition accrue de l'URSS et des USA et des préparatifs agressifs de cette dernière.

DJIBOUTI

Suite de la page une

Cette information devait être confirmée dans la soirée par le haut-commissaire de la République dans le prétendu «territoire français des Afars et des Issas», Christian Dablanc. L'effectif des troupes transportées – soigneusement gardé secret par le gouvernement – était estimé supérieur à 800 hommes.

Dans le même temps on apprenait que les 2 200 légionnaires stationnés en Corse avaient été placés en état d'alerte, prêts à être dépêchés à Djibouti.

Jeudi, alors que la répression s'accentuait contre la population de Djibouti et que les troupes colonialistes procédaient à l'arrestation de patriotes, des chars AMX en grand nombre, des auto-mitrailleuses, des half-tracks et d'autres véhicules militaires sillonnaient la zone frontière entre le territoire de Djibouti et la Somalie.

Le gouvernement somalien demandait la réunion du Conseil de sécurité et l'envoi d'urgence sur place d'une mission de l'ONU chargée de constater *«les effets barbares de l'agression des troupes françaises»* contre la Somalie. Le bilan officiel de l'attaque des troupes françaises, soutenues par des blindés et des canons de 105 et de 75 mm, contre le poste frontière de Loyada en Somalie, à une dizaine de kilomètres de Djibouti, devait être communiqué vendredi matin par l'ambassadeur de Somalie à Paris, Mohamed Samantar : il s'élève du côté somalien à une vingtaine de blessés et à 23 morts, dont 11 victimes parmi la population civile du village de Loyada qui a été détruit.

L'ambassadeur devait également faire part des préparatifs des troupes colonialistes ainsi que de l'importante concentration de forces navales françaises et américaines au large de la côte des Somalis.

Conseil de securité de l'ONU

LE COLONIALISME FRANCAIS DOIT EVACUER MAYOTTE

C'est dans la nuit de mercredi à jeudi que s'est ouvert au Conseil de sécurité de l'ONU le débat sur la plainte de la république des Comores contre la France.

Le représentant de la Libye a demandé à la France d'éliminer les derniers vestiges de son empire colonial et de régler son conflit sur Mayotte dans une atmosphère d'amitié.

«Nous espérons également, a-t-il déclaré, que la France saura éviter un affrontement inutile avec les nations du tiers monde».

Le représentant de l'Algérie a déclaré que l'île de Mayotte appartenait à l'État des Comores et a estimé que la mise à exécution des intentions françaises constituerait «une agression contre les Comores et une atteinte à leur intégrité territoriale». Mayotte, a-t-il poursuivi, n'étant pas un territoire français, la France n'a aucun droit d'agir souverainement. Le délégué algérien, qui parlait aussi au nom des pays non-alignés, a regretté que la France s'engage dans une «bataille de dernière minute, sans grandeur ni générosité».

Le représentant de la Somalie a demandé au Conseil d'exiger de la France qu'elle se retire de Mayotte et de s'abstenir de toute mesure qui pourrait porter atteinte à la souveraineté des Comores.

Le représentant de la Guinée-Bissau, qui est président du groupe africain, a demandé à la France de renoncer au référendum qu'elle veut organiser à Mayotte et d'aider plutôt les Comoriens à forger une nation. «Un référendum, a-t-il déclaré, serait une ingérence dans les affaires intérieures des Comores et marquerait le début d'un long désaccord entre la France et l'Afrique».

Jeudi soir, le représentant des Comores a déclaré qu'il était persuadé que «tôt ou tard», la France et surtout le peuple français reconnaîtront et respecteront l'intégrité territoriale de la République des Comores.

La France, dit-il, grâce à Mayotte, voudrait se maintenir indéfiniment dans les Comores. «Tout comme la France n'accepterait pas la division du noble pays qu'elle est, le gouvernement des Comores n'acceptera jamais une division quelle qu'elle soit de leur État nouveau et unitaire», a-t-il ajouté.

Le représentant de Panama a établi un parallèle entre l'action américaine tendant à s'opposer à la restitution à Panama de l'enclave de la zone du canal de Panama et celle tendant à empêcher l'intégration de Mayotte à la République des Comores.

Le représentant du Bénin a déclaré qu'il y avait lieu de croire que le référendum à Mayotte était une manœuvre pour diviser la République indépendante des Comores. Ce référendum est non seulement, dit-il, une ingérence dans les affaires intérieures des Comores, mais aussi un encouragement à la sécession. Il a fait appel à la France pour qu'elle renonce à ce référendum.

Conférence des 77 (Manille)

INTERVENTION DE L'OLP

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a demandé jeudi au tiers monde d'imposer des sanctions économiques contre les régimes racistes d'Israël d'Afrique du Sud et de Rhodésie.

Dans un discours prononcé ce matin à la séance plénière de la troisième conférence ministérielle du «groupe des 77», le chef de la délégation de l'OLP Naim Khader, a déclaré que ces sanctions sont «la condition fondamentale et indispensable» du développement économique des pays victimes de ces régimes.

«Il serait curieux et hypocrite de notre part de parler de développement économique de la Palestine, du Moyen-Orient et de certains pays d'Afrique, a dit M. Khader, sans remettre fondamentalement en cause l'existence même des régimes racistes».

L'OLP qui est devenue membre à part entière du groupe des «77» la semaine dernière, a mis à la disposition des pays en voie de développement le potentiel humain et les capacités intellectuelles, scientifiques et techniques du peuple palestinien. Il s'agit d'un engagement réel, a-t-il ajouté, car le peuple palestinien groupe le pourcentage le plus élevé d'universitaires et de spécialistes de toute la région», a précisé son porte-parole.

M. Khader a en même temps demandé au groupe des «77», son «soutien moral et politique et son aide économique».

Il a condamné «le système actuel basé sur l'exploitation des pauvres par les riches et sur le pillage des ressources du tiers monde au profit d'une société de consommation» ; la persistance de ce système, a-t-il ajouté, exposera une partie de l'humanité à la famine et l'humanité toute entière aux dangers de la confrontation et de la destruction (...) Si nous n'arrivons pas à vaincre le sous-développement avant la fin de ce siècle, les pays riches se verront devenir des petites îles prospères dans un immense océan de misère, d'hostilité et de colère».

M. Khader a d'ailleurs averti les nations riches qu'elles «ne pourront même pas sauvegarder leur prospérité par la force de leurs armes atomiques. Car nous savons que ce qui est maintenu par la force est condamné à disparaître (...) souvent par la force aussi».

Le délégué de l'OLP a conseillé «d'éviter la confrontation et d'adopter le dialogue fraternel et constructif». Mais, a-t-il ajouté, «nous ne devons pas être pour n'importe quel dialogue et à n'importe quel prix. Nous avons des intérêts fondamentaux sur lesquels nous n'avons pas le droit de transiger ou d'accepter un compromis». Le tiers monde, a-t-il dit, «doit exiger des réformes fondamentales, en profondeur, qui guérissent le mal à la racine».

nouvelles du monde

TIMOR EST
OPPOSITION INDONÉSIENNE A LA MISSION DE L'ONU

Une mission d'information de l'ONU, devant enquêter sur la situation à Timor Est s'est vu interdire par les autorités indonésiennes de chercher à contacter le Fretilin. La mission s'est même vu informer que si elle cherchait à atteindre par voie de mer une zone contrôlée par le Fretilin «son bateau risquait d'être coulé». Les autorités proindonésiennes de Dili, la capitale de Timor Est, ont annoncé de leur côté qu'elles donneraient l'ordre d'ouvrir le feu sur tout bateau ou avion tentant de s'approcher des eaux territoriales ou de l'espace aérien de Timor Est.

Manifestement l'Indonésie qui proclame «avoir la situation bien en main» à Timor Est, a quelque chose à cacher.

******

DANEMARK : LES ACTIVITÉS MILITAIRES DES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE

Les pays membres du Pacte de Varsovie sont en mesure de contrôler pratiquement toute l'activité maritime en mer Baltique, et effectuent des manœuvres militaires aux abords mêmes des frontières danoises, souligne un rapport des services secrets de Copenhague remis mercredi à la commission parlementaire de défense.

Ce rapport précise que des formations de 40 à 50 bombardiers venant d'URSS s'approchent périodiquement de l'espace aérien national, alors que les forces maritimes du Pacte de Varsovie opèrent régulièrement à moins de deux heures de navigation des côtes du pays, et que des manœuvres de débarquement se déroulent plus à l'ouest qu'auparavant. Il s'agit là d'activités relativement nouvelles qui préoccupent sérieusement les services danois de la défense.

******

LE SÉNÉGAL ÉTEND SES EAUX TERRITORIALES

Suivant l'exemple de nombreux pays du tiers monde, le Sénégal a décidé de porter la limite de ses eaux territoriales à 150 milles marins et la largeur de son plateau continental, constituant une zone de pêche exclusive à 200 milles. Jusqu'ici ses eaux territoriales étaient fixées à seulement 12 milles marins.

Cette décision a été prise, a déclaré le ministre de l'Information sénégalais, parce que les récentes conférences internationales sur le droit de la mer de Caracas et Genève n'avaient encore donné «que peu de résultats positifs.» Les Américains et Soviétiques s'opposent en effet tous deux farouchement aux légitimes aspirations du tiers monde.

Une semblable décision devrait être prise prochainement par la Gambie.

******

MISSILES AMÉRICAINS POUR ISRAEL

Les premiers missiles «Lance» américains (fusées tactiques sol-sol d'une portée d'environ cent kilomètres) ont été livrés à Israël et sont déjà intégrés aux forces de défense, ont annoncé mercredi soir la radio et la télévision israéliennes.

Cependant, selon la presse américaine, cette commande serait de l'ordre d'une centaine de missiles.

Voilà qui prouve bien les intentions guerrières des dirigeants sionistes.

nouvelles intérieures

«TRAVAILLER, VIVRE AU PAYS»

Suite de la page une

La solidarité, la fraternité nécessaires ne doivent pas nous faire oublier que «vouloir vivre au pays» passe aussi par la lutte dans la région même entre travailleurs et patrons, petits paysans et gros propriétaires.

L'ampleur de ces manifestations, dans la pure tradition des journées chaudes du printemps 1907, ne doit pas nous faire oublier que la crise viticole est due avant tout à l'anarchie de la concurrence capitaliste dont les gros bonnets du négoce, savent tirer toutes les ficelles. Car pour tous les petits viticulteurs l'ennemi est avant tout le gros négoce. C'est lui qui, malgré la forte production de vin des années 73/74, a fait baisser les prix des vins à son profit en important du vin italien. C'est lui qui a sû jouer sur la dépréciation de la lire abaissant le prix du vin italien de 30 % pour peser dans la balance des prix français. N'en déplaise à M. Maffre-Beaugé qui a omis de parler de la responsabilité du gros négoce dans la misère des petits agriculteurs, la cause de la crise viticole ne se réduit pas à «l'incapacité de ces technocrates de Bruxelles» mais bien au système capitaliste lui-même et à tous ses représentants. Le grand perdant, c'est le petit viticulteur endetté jusqu'au cou par les emprunts au Crédit agricole, les impôts sur ses maigres revenus et ses quelques terres.

«Les agriculteurs sont écrasés par les dettes, on produit toute sa vie pour rembourser les dettes qu'on contracte, il faut au grand minimum 5 ha pour vivre dans le Vaucluse, cela fait 50 millions. On travaille pour les banques» nous expliqua un jeune agriculteur du Vaucluse. Les viticulteurs ne sont pas dupes : les 1 500 litres de vin italien vidés d'une citerne à Bagnols-sur-Cèze il y a 2 jours, les 240 hectos vidés près de St-Pons, ainsi que les puissantes manifestations du 5 février montrent que malgré les appels incessants au «calme et à la dignité» des dirigeants, comme le dira un porte-parole paysan *«Notre pays se lève sous le souffle de grandes causes»*.

DERNIERE MINUTE

Au moment de mettre sous presse, l'administration de l'Humanité rouge annonce qu'au matin du 6 février l'objectif de notre souscription est atteint et même dépassé ! Les 25 millions sont rassemblés !

Le rapport de Marchais au 22è Congrès du PCF

«NON A LENINE, OUI A BREJNEV»

Du rapport présenté par Marchais devant le 22ème congrès du PCF nous retiendrons d'ores et déjà trois points : l'attaque contre la dictature du prolétariat, l'attaque contre la Chine, le soutien à la politique agressive du social-impérialisme russe.

Comme prévu, Marchais a appelé le PCF à rejeter la notion de dictature du prolétariat, déclarant à ce sujet: «Elle ne recouvre pas la réalité de notre politique», «la dictature évoque automatiquement les régimes fascistes». Le plus comique est cette affirmation de Marchais : «Sur quoi nous fondons-nous pour définir notre position sur cette question ? Nous nous fondons sur les principes du socialisme scientifique élaborés par Marx, Engels, Lénine». Trahir Marx et Lénine au nom de Marx et Lénine, il fallait le faire.

A ce sujet, il n'est pas inutile de rappeler ce que Marchais lui-même, lors de la préparation du XVIIé congrès du PCF en 1964, répondait à des militants qui justement prônaient l'abandon de la «dictature du prolétariat». A cette époque, dans les faits, le PCF avait déjà abandonné cet objectif, mais il fallait conserver les apparences. «En fait, renoncer au principe et au concept de la dictature du prolétariat dans le préambule du projet de statuts, comme le proposent les camarades de la cellule Rabelais, serait une grave erreur politique... Sans doute avec les régimes fascistes ayant un caractère dictatorial, le mot dictature a mauvaise consonnance. Mais il ne peut y avoir aucune assimilation possible avec la conception que nous avons de la dictature du prolétariat... Au fond, remettre en cause le concept de la dictature du prolétariat pour le remplacer par «pouvoir politique» comme le propose la cellule Rabelais, ce serait glisser sur le terrain de la démocratie bourgeoise, car le contenu de classe de l'État chargé de construire le socialisme disparaît».

En 1976, Marchais ne fait que montrer une seule chose, c'est que le PCF n'aspire qu'à s'installer à la tête de l'État de la bourgeoisie fait pour exercer la dictature de cette classe sur le peuple, afin de l'utiliser pour son propre compte, pour exploiter et opprimer les travailleurs. Contre la Chine, il devait ressortir quelques calomnies désormais classiques. Sans doute pour faire oublier que ce sont les révisionnistes qui, en ayant propagé les illusions mortelles sur le «passage pacifique», ont permis au Chili le putsch fasciste de Pinochet, il accuse la Chine de «faire bon ménage» avec ce dernier. Cherchant à faire passer la Chine pour une puissance agressive, il déclare : «Ils développent à marche forcée leur potentiel militaire, ils cherchent à imposer leur loi dans le continent asiatique» et accuse la Chine de «créer des situations alarmantes pour la paix du monde».

Marchais veut sans doute par ces grossières attaques faire oublier le soutien apporté par l'URSS à la clique fasciste de Lon Nol au Cambodge ou bien encore son soutien au gouvernement fasciste d'Indira Gandhi en Inde .

Marchais veut inverser les rôles. Dans le même temps, il a rappelé l'appui du PCF à la politique agressive de l'URSS. Une fois de plus il a voulu donner du social-impérialisme russe l'image d'une puissance pacifique. Ce dont il s'est évidemment bien gardé de parler, c'est par exemple de l'occupation de la Tchecoslovaquie par les troupes soviétiques. Pas un mot sur la présence constamment renforcée de la flotte de guerre soviétique en Méditerranée. Pas un mot non plus sur le renforcement du potentiel militaire d'agression de l'URSS en Europe.

Marchais a réaffirmé la volonté de renforcer la coopération du PCF avec le social-impérialisme et les différentes forces prosoviétiques. Alors que de nouvelles révélations venaient d'être apportées sur la dictature fasciste qui règne en URSS, le «grand démocrate» Marchais a une fois de plus fait semblant d'être en désaccord avec les aspects les plus voyants de cette dictature. Il a parlé «d'actes injustes et injustifés» ce qui est bien dérisoire pour désigner le règne des camps de concentration et des hôpitaux psychiatriques. Aussitôt après cette réserve destinée à donner le change, il devait ajouter : «L'existence d'une divergence à ce sujet avec le Parti communiste de l'Union soviétique ne nous conduira naturellement pas plus que dans le passé, à affaiblir notre volonté de coopérer avec lui».

Les choses sont ainsi claires. Ennemi de la dictature du prolétariat Marchais est également un complice de ceux qui ont fait de l'URSS une prison des peuples et une superpuissance agressive.

Leprésident de l'université Paris-Nord sequestre

A l'université aussi... le« programme commun» c'est le programme bourgeois

Depuis le début de l'année, l'université de Villetaneuse (blanlieue nord de Paris) est en mouvement.

A son arrivée à la présidence, il y a deux ans, Marcel Joséfo wicz, révisionniste connu, promettait de faire de Paris-Nord une «université au service de la population»... Les étudiants, aussi bien que le personnel administratif et enseignant connaissent maintenant sur pièces cette soi-disant «gestion démocratique» !... Sous prétexte de leur donner un emploi, Joséfo wicz a mis en place des diplômes expérimentaux pour les étudiants de 3è et 4è année, les «maîtrises de sciences et techniques» (MST).

Dans ces filières pré-professionnelles, les enseignements, très intensifs, sont interdits d'office aux étudiants salariés. Si cette «formation de haut niveau» se généralisait, l'université s'adresserait à trois ou quatre fois moins d'étudiants... Bref, Marcel Joséfo wicz veut faire de Villetaneuse une université d'élite... Peu importe la sélection, si les quelques élus trouvent un emploi...

On comprend mieux alors que ce prétendu communiste refuse de satisfaire les revendications du personnel ATOS (administratif, technique, ouvrier et de service) et enseignant.

Parmi les ATOS, soixante travailleurs sont rémunérés sur le budget de fonctionnement de l'Université, sans sécurité d'emploi. Face à cette situation, le président «de gôche» prétend n'être pas responsable... Il faut s'adresser à Soisson ou «Alice», lui demander des postes. Mais attention ! pas des postes de titulaires... soyons réalistes, camarades ! Réclamons des postes de contractuels d'État, type CNRS, qui ne sont garantis que par les crédits de recherche. Ce sont justement les postes que le gouvernement, à l'heure des restructurations et des liquidations, cherche à multiplier...

Le 8 janvier dernier, le masque démagogique tombait. Le secrétariat d'État aux universités (SEU) décidait, avec l'accord tacite de Joséfowicz, de remplacer un poste de titulaire par un poste CNRS ! La mesure était comble, et les ATOS se mirent en grève. Au bout d'une semaine, le poste était restitué. Pour «blanchir» le président, les dirigeants CGT ont tout fait pour récupérer le mouvement, et lui imposer une seule cible : le secrétariat d'État aux universités. Ils y ont organisé deux délégations-bidon, et n'ont bien sûr rien obtenu. Les ATOS ont repris le travail.

Il était temps pour Joséfowicz et ses valets.

Entre temps, les enseignants chargés des cours (1) étaient eux-mêmes entrés dans la lutte, pour exiger leur titularisation, et obtenir de l'université la garantie de n'être pas licenciés à la rentrée 76. Là encore, la seule réponse du président et de ses acolytes (cette fois, les leaders du SNESup, syndicat enseignant contrôlé par les révisionnistes) est que l'université n'est pas «responsable» de leur embauche !

Les étudiants entrent en lutte

Enfin, les étudiants de Villetaneuse se sont mis en grève pour exiger l'abrogation du décret qui renforce la sélection entre 3è et 4è années ; les étudiants des IUT de Saint-Denis et Villetaneuse exigeaient de leur côté la reconnaissance de leur diplôme dans les conventions collectives, et le droit d'entrer en 3è année.

Malgré les efforts des «zélus étudiants de l'UNEF-Renouveau, et du vice-président étudiant» fantôche, le véritable ennemi fut vite trouvé : à Villetaneuse, les faux-communistes «inventent» des «diplômes expérimentaux», qui vont encore bien plus loin que les projets du gouvernement.

Le mardi 3 février, Joséfowicz est venu expliquer, en assemblée générale étudiante, que ses «expériences» n'allaient pas dans le sens d'Haby et de Soisson. Ses pitreries démagogiques n'ont convaincu personne ! Et jeudi, trois cents étudiants au moins ont envahi le Conseil d'université pour exiger l'abrogation des diplômes scélérats.

Joséfowicz, ulcéré par cette atteinte à la «démocratie», s'est réfugié dans le silence des martyrs. Décidément, la dictature du prolétarit n'est pas passée de mode !

Chaque jour renforce l'unité des personnels et des étudiants contre les récupérations et les sabotages du P«C»F. En un chantage permanent (le chantage d'un patron qui veut licencier...), Joséfowicz veut faire croire que l'université est menacée de disparition, qu'il faut des «moyens pour sa survie»... Mais les enseignants, les étudiants, les ATOS, refusent de lutter pour des gommes et des crayons ; par leurs luttes, ce sont les licenciements qu'ils refusent à l'avance !

Correspondant HR

(1) payés à l'heure, trois fois moins qu'un assistant pour le même travail, sans congés payés, sans aucune garantie d'emploi.

RECTIFICATIF

Dans l'éditorial du No 421 de l'HR, nous avons annoncé par erreur qu'un «commando du PCF» avait agressé un ouvrier à la fac de Villetaneuse. Il est bien exact qu'une altercation violente entre deux ouvriers, employés par l'université, s'est soldée pour l'un d'eux par des blessures graves. Mais la présentation que nous donnions de l'altercation est erronée. Il reste qu'il est plutôt troublant de voir comment le président de la faculté, membre du faux PCF, cherche à étouffer l'affaire...

DEVANT LES MENACES DE LICENCIEMENT

Les travailleurs de Rehault s'organisent dans la lutte

Il y a un an les patrons de la chaussure de Fougères annonçaient 1 200 licenciements.

Des manifestations dures avaient fait reculer le patronat et les pouvoirs publics qui s'étaient engagés à garantir l'emploi jusqu'en février 1976.

Aujourd'hui l'échéance est arrivée. Le plan de liquidation de la chaussure à Fougères est entré en application. La direction de l'entreprise Réhault, 650 travailleurs, a déposé le bilan. Maussoir, 200 travailleurs, annonce qu'il a la moitié de son personnel en trop. Chez Martin 130 licenciements prévus pour le 3 mars, si l'État ne lui verse pas 150 millions.

D'autre part, la direction Réhault et les pouvoirs publics craignant des réactions violentes, (comme en septembre) ont préparé un plan de reconversion. Le Comité d'entreprise et les travailleurs ne sont pas informés, tout se passe derrière leur dos. Il semblerait que 500 personnes environ seraient reclassées, une première partie dans la chaussure, une deuxième partie dans les vêtements de cuir et une troisième partie dans du matériel électronique, plus de 150 personnes ne seraient pas reclassées.

Pour les patrons, il s'agit de bien manœuvrer de façon que le reclassement des 500 travailleurs laisse au second plan et dans l'oubli, les 150 licenciements prévus.

Cette semaine, vient d'avoir lieu une manifestation à la sous-préfecture et des assemblées générales des travailleurs de chez Réhault qui décident ensemble les formes d'action de leur lutte.

Les discussions sont nombreuses dans l'usine, et, malgré les manœuvres des patrons, les travailleurs parlent de plus en plus d'occupation et du blocage des stocks.

L'intersyndicale s'est réunie mardi dernier afin de recréer un rapport de forces de l'ensemble des travailleurs de la chaussure.

ECHOS DE LA ROCHE-SUR-YON

AIDER CEUX DE LA SOVAP

Les ouvriers de la fabrication sont en grève depuis le 26 janvier. Les principales revendications : augmentation de salaire (2 000 F pour un OS, d'ici la fin de l'année), indemnisation à 100 % en cas de maladie comme d'accident, diminution d'horaires (40 heures rapidement, sans diminution de salaire), aspiration des poussières de verre, 5ème semaine de congés payés, etc.

Depuis lundi, la direction ne prend contact que par téléphone. Devant cette attitude, les grévistes durcissent leur position et ils ont décidé l'occupation totale de l'usine. Ils sont maîtres du standard et possèdent également la clef du transformateur ce qui leur permet de supprimer l'électricité et le chauffage dans les bureaux (où travaillent les non-grévistes). Pour populariser leur lutte, les grévistes ont fait un tract qu'ils ont distribué à la sortie des grands magasins et des entreprises et lundi 2 février ils ont décidé de bloquer l'embauche.

Il faut rappeler que la SOVAP appartient maintenant au groupe Luchaire de plus de 4 000 salariés dont le siège est à Evreux (Eure) avec plusieurs filiales disséminées en France, lequel groupe s'est spécialisé dans la répression, dans l'Orne notamment.

La CFDT appelle l'ensemble des travailleurs de la Roche-sur-Yon et des environs à se reconnaitre dans les revendications déposées.

La lutte nécessite que tous les travailleurs soient prêts à aider ceux de la SOVAP.

Correspondant H.R.

Solidarité financière : Jean Vincent - SOVAP - 30 Rue Ampère - 85000 La Roche/Yon.

Big Chief (textile-couture) : RIPOSTE A LA BAISSE DE PRODUCTION

L'intersyndicale CFDT-CGT ,majoritaire, fait savoir que depuis le jeudi 29 janvier le personnel réduit de lui-même, la production pour protester contre «le refus des revendications présentées par les syndicats et les conditions de travail qui se détériorent (cadences trop élevées, pressions, menaces...) depuis la reprise de Big Chief par le groupe Bidermann».

Devant cette attitude la direction a fait savoir lundi soir en présence de l'inspecteur du travail que «le personnel serait rémunéré depuis le 29 janvier, au prorata de la production obtenue et qu'à partir de ce matin, toute personne qui ne ferait pas son rendement habituel recevrait une lettre d'avertissement en recommandé avec licenciement après le second avertissement» !

Les ouvrières de Big Chief ne cèderont pas aux menaces.

Un fait à noter : les délégués CGT ont été «portées» par leurs syndiqués qui les ont «obligées» à agir et à participer à la lutte !! Il ne faut pas oublier que lors de leur dernière lutte, la direction CGT a freiné et saboté leur action.

Affaire à suivre.

Correspondant H.R.

UN ANCIEN DETENU FAIT LA GREVE DE LA FAIM

Condamné en 1970 pour des délits mineurs, Bernard Gazza sortait de prison l'an dernier. Il ne devait pas réussir à trouver un emploi malgré qu'il connaisse son métier de chauffagiste.

Bernard Gazza écrivait au procureur de la République pour lui faire part de sa situation. Il se déclarait prêt à effectuer n'importe quel travail. Mais rien n'y faisait.

Aussi lundi dernier, poussé à bout, Bernard Gazza a décidé d'entreprendre une grève de la faim dans son domicile à Nancy en Meurthe-et-Moselle. Voilà à quelles extrémités le système capitaliste d'exploitation réduit les travailleurs. Ah bien sûr, les belles déclarations sur la nécessité de faciliter la «réinsertion des anciens détenus dans la société» ne manquent pas ! Mais on voit ce qu'il en est des actes...

Accidents du travail

CITROEN: DES USINES QUI TUENT ET QUI MUTILENT

Mercredi matin, un ouvrier âgé de 50 ans, M. Gallon, a trouvé la mort dans un accident du travail aux usines Citroën de Saint-Étienne. Il a été écrasé par une charge qui s'est décrochée de l'engin élévateur qu'il conduisait. Immédiatement les ouvriers ont décidé de débrayer.

Deux jours avant, lundi, un autre accident avait coûté la vie à un ouvrier travaillant dans un atelier de fraisage. C'en est trop !

Aux usines Citroën à tout instant on risque sa vie. Il y a 3 semaines, à Rennes, c'était Yves Horvais, ce jeune ouvrier de 19 ans, qui était tué.

Et le même jour, deux autres métallos étaient victimes d'accidents dans l'entreprise.

Yves Horvais, lui, travaillait sur une grosse presse, la seule qui soit entourée d'un isolant pour assourdir le bruit infernal que font ces engins.

Mais ce capitonnage a été fait de telle manière qu'au moment où l'outil rentre sous la presse, il n'y a plus d'espace latéral libre entre les montants qui servent au système de protection sonore et le chariot porte-outil. Ce porte-outil très lourd ne s'arrête pas instantanément quand on lâche le bouton de commande. C'est ainsi que Y. Horvais s'est trouvé coincé entre un des montants et le porte-outil et a eu la tête écrasée.

Un détail révélateur quant au respect de la sécurité : immédiatement toute une meute d'agents de secteur, de chefs d'ateliers et de «blouses blanches» s'est massée autour du corps pour empêcher les autres ouvriers de voir. Ils tenaient à les en empêcher pour répandre ensuite des bruits comme : «On sait que Yves Horvais voulait se suicider»!

Mais les travailleurs ne sont pas dupes. La vérité, ils la connaissent. Ce n'est pas la première fois que la sécurité n'est pas assurée à ce poste. Il y a quelques mois déjà, un ouvrier a été gravement blessé exactement dans les mêmes conditions.

D'ailleurs, dans toutes les usines Citroën, les conditions sont les mêmes. En 1974, sur un effectif total de 12 403 salariés, 270 personnes ont été atteintes d'incapacité partielle ou permanente à la suite d'accidents dans l'entreprise.

L'an dernier, à Rennes également, une serreuse hydraulique s'est détachée de son rail de guidage, elle a fracassé le crâne d'un jeune ouvrier et en a blessé un autre.

Tous les mois et même toutes les semaines, des ouvriers sont projetés, ou ont des pieds écrasés par des fenwicks. Rien que la semaine où Yves Horvais a été tué, plusieurs ont eu le pied écrasé. Pourquoi cela ? Parce que les caristes ont des cadences impossibles, et doivent par exemple rouler à toute vitesse sur le revêtement de sol, en métal, rendu glissant à l'emboutissage par de l'huile. Impossible de freiner !

Et les caristes (conducteurs) doivent continuer à rouler pendant les pauses, quand les ouvriers de chaîne traversent ces allées.

Tout est fait pour étouffer la vérité sur les accidents et leur nombre réel ; toutes les opérations de petite chirurgie se font dans l'usine même, et on peut compter sur les médecins «maisons» pour être discrets !

Citroën se vante dans son bulletin de propagande «Traction 2 000», d'avoir des installations de sécurité modèles...

En fait, c'est la sécurité de ses profits qui est assurée, elle seule l'intéresse ! Pour empêcher des arrêts de chaines ou de grosses machines, on met des sécurités. Mais quand il s'agit de la sécurité et de la santé de l'ouvrier, «on» prend moins de précautions que pour les machines !

La cause des accidents du travail ? C'est le capitalisme. Quand on est obligé de tenir des cadences toujours plus rapides, quand c'est «marche ou crève», quand le strict minimum n'est pas assuré pour la sécurité des travailleurs, quand on ne travaille que pour engraisser une poignée de capitalistes et leurs garde-chiourmes, il y a FORCÉMENT de nombreux accidents du travail.

Dubigeon-Nantes

La lutte se poursuit au service comptabilité

Depuis le 8 janvier 1976, le service comptabilité est en grève. Sur 24 employés et 4 chefs, 19 employés participent au mouvement. Les salariés se sont mis en grève pour obtenir des améliorations de condition de travail, de nouvelles classifications et des augmentations de salaire (cf. H.R. No 407).

L'origine de la grève fut la distribution de primes accordées suivant la quantité et la qualité du travail, l'activité politique... Des travailleurs avantagés par la solidarité, posèrent à l'ensemble des salariés concernés, les problèmes de la comptabilité. Certains, bloqués à vie au bas de l'échelle se lancèrent dans le mouvement et, en assemblée générale, décision fut prise de se mettre en grève totale pour obtenir satisfaction.

Après une semaine de grève et devant le refus catégorique de la direction d'engager des négociations, les grévistes décident alors de débrayer tous les jours 4 heures. Une semaine plus tard débrayage de 2 heures et grève du zèle pour briser les cadences.

Les employés, avec cette forme de lutte sont décidés à aller jusqu'à complète satisfaction.

Depuis septembre, la direction porte des coups aux ouvriers qui sont restés sur la défensive. Ce fut : des avertissements à trois délégués (2 CFDT et 1 CGT) qui étaient intervenus face à un chef répressif. Un nouveau règlement intérieur stipule —rappelle une note directoriale — que tout ouvrier abandonnant son travail n'est plus payé de la journée, doit demander l'autorisation pour reprendre le travail lors des retards. Ce fut également les lettres injurieuses aux travailleurs, les traitant entre autre «d'alcooliques» et «de voleurs»...

Ce conflit de la comptabilité c'est la première offensive ouvrière à Dubigeon depuis les luttes pour l'accord d'entreprise en avril 1975. Et l'espoir du succès de la lutte des comptables réside dans la solidarité ouvrière.

Les travailleurs en sont conscients et ils affichent leurs revendications aux fenêtres. Cette lutte se poursuit jusqu'à entière satisfaction.

Correspondant H.R.
Nantes

la France des luttes

Au tribunal d'instance de Clichy

Les ouviers des cables de Lyon accusent

(Suite de la page 1)

Suite aux accusations de la direction des Câbles de Lyon-CGE contre trois militants syndicaux, un des accusés, délégué syndical CGT de l'usine de Clichy A, vient de faire jeudi 5 janvier devant le tribunal d'instance de Clichy la déclaration suivante :

« – Pourquoi êtes-vous là aujourd'hui, Monsieur le juge ?

» – Les coups qui ont été portés contre le sous-directeur ne sont pas de ceux qui donnent des blessures ni même des bleus.

» – Nous sommes accusés d'avoir fait des violences, nous, nous accusons la violence réactionnaire.

» – Les accusations de M. Ferrier, sous-directeur, sont des accusations de commande.

»La CGE a passé commande d'accusations : "Il nous faut des têtes".

»Langlois, directeur, Ferrier, Dossin, cadre supérieur exécutent : ils nomment Daddamoh Abdallah, Bouhadite Ahmed, et moi-même.

»Pendant 51 jours nous, ouvrières et ouvriers des Câbles de Lyon de Clichy A, nous avons vigoureusement remis en cause la politique d'un trust, la politique que la Compagnie générale d'électricité applique dans notre câblerie.

»Nous avons atteint la CGE au plus profond d'elle-même, jusque dans ses profits et dans son image de marque.

»Notre lutte était celle de la misère contre les milliards, celle des plus exploités contre les plus riches.

»Comme tout ce qui est réactionnaire dans ce monde, notre direction pense répression quand les travailleurs pensent à leurs revendications fondamentales.

»Au moment où elle prépare la disparition d'un atelier occupant 110 personnes, elle espère freiner le développement de la juste lutte des travailleurs en sanctionnant quelques délégués.

»Dès le mois de juillet 1975, quelques dizaines de jours après la fin de la grève, la direction montrait ses intentions à la réunion du Comité d'établissement. Elle déclarait : "Ces plaintes auront une suite judiciaire. La direction informe le CE qu'elle se réserve de prendre toutes sanctions qu'elle jugerait utiles au vu de ces faits et des condamnations qu'ils pourraient éventuellement entraîner."

»Ces sanctions, la direction souhaite les appliquer aux trois militants déjà nommés.

»Vous n'êtes donc pas là, Monsieur le juge, pour juger quelques faits isolés, vous êtes ici pour couvrir de votre autorité une répression antisyndicale, un mauvais coup contre les travailleurs.

»La grève a commencé le 26 mai ; le 21 juin, la police a fait évacuer les grévistes et, du 23 juin jusqu'au 17 juillet, la grève a continué à l'extérieur de l'usine. Le 23 juin le sous-directeur, Ferrier Michel, n'a reçu aucune blessure, aucun coup. Il n'a pas eu une seule journée d'arrêt de «travail» puisque nous l'avons tous vu devant l'usine les jours suivants.

»Par contre, Ferrier Michel a reçu une multitude de crachats sur la figure:

»Quand ? Quelques demi-heures après qu'une voiture ait blessé 9 camarades dont 5 sérieusement atteints

c'était aussi le 23 juin dont 4 n'ont toujours pas repris le travail et dont un est toujours en maison de repos.

»Je ne renie rien de tout ce que j'ai fait tout au long de la grève de juin-juillet 1975 et plus particulièrement le 23 juin et les jours suivants.

»Par contre, je nie avoir porté des coups et fait des blessures physiques, sur la personne de M. Ferrier Michel le 23 juin 1975.

»M. Ferrier lui-même le précisait dans ses plaintes : ce n'est que le 24 juin qu'il a reçu ce qu'il appelle une bourrade. Le juge Cuq m'a d'ailleurs précisé que cette bourrade n'avait donné lieu à aucune blessure et aucune constatation médicale.

»En fait, Ferrier Michel n'a pas été, ce jous-là, bousculé plus que dans le métro... s'il lui est arrivé de le prendre aux heures de pointe.

»S'il s'en est trouvé fâché, peut-être est-ce parce qu'il pensait qu'une ordre s'était

un peu comme le bal des élèves de Polytechnique. Mais la réalité du monde du travail est plus dure que celle des grandes écoles.

»Il faut que vous sachiez, Monsieur le juge, que lors d'une grève, moins que jamais, les travailleurs ne peuvent supporter de voir les serviteurs du capital les narguer.

»Or c'est ce que faisait M. Ferrier devant la porte.

»Notre accusateur aura appris ce que veut dire la dignité des travailleurs.

»C'est cette dignité qui guide tous nos actes et si le 23 juin M. Ferrier peut se plaindre d'avoir été couvert de crachats qu'il ne s'en prenne qu'à la juste colère de classe de nous tous, travailleurs des Câbles, juste colère que vous comprendrez peut-être, Monsieur le juge, si vous savez ce qui s'est passé ce même 23 juin.

»Certes, notre dignité ne consiste pas seulement en ces actes. Elle consiste avant tout à renforcer nos organisations de classe qui luttent pour nos revendications et pour notre émancipation. Mais s'il se trouve qu'un jour un travailleur ait les pieds et les mains liés, il doit trouver la force de dire à ses exploiteurs sa haine et s'il ne dispose que d'un crachat pour le leur faire comprendre, il doit cracher son mépris.

»C'est ce mépris qui a blessé Ferrier et bien d'autres.

»Donc les 23 et 24 juin les coups qui ont été portés contre M. Ferrier ne sont pas de ceux qui donnent des blessures ni même des bleus : ce sont des coups qui blessent l'âme, l'âme de ceux qui se mettent au service de nos exploiteurs.»

Le jugement sera rendu en délibéré le 1er avril 1976.

Les loyers, les charges, le gaz, l'électricité

Les chômeurs ne peuvent plus les payer

Au fur et à mesure que se développe la crise capitaliste, les conditions de vie que la bourgeoisie impose aux travailleurs se font plus dures. Le chômage total ou partiel, les incessantes hausses des prix les frappent et chaque jour se pose avec plus d'acuité pour un nombre croissant de travailleurs le problème de restreindre, diminuer, compresser encore et toujours les dépenses, éliminer le «superflu», rogner sur l'indispensable.

Déjà depuis des mois les familles ouvrières qui ne peuvent plus faire face aux loyers élevés et aux innombrables charges qui les accompagnent se multiplient. C'est particulièrement le cas de celles où un, deux ou plusieurs membres sont au chômage. On en arrive rapidement à une situation analogue à celle qui existe depuis longtemps déjà en Italie où des milliers de familles ne paient plus ni loyers ni impôts.

C'est la raison pour laquelle ici et là, là où les chômeurs sont organisés, des luttes se mènent pour imposer la possibilité pour les sans-travails de reporter le paiement de leurs loyers ou la gratuité du logement. C'est également la raison pour laquelle la fédération CFDT du gaz et de l'électricité a envoyé une lettre à Chirac, premier ministre, dans laquelle elle exige que soit assurée gratuitement la fourniture de gaz et d'électricité aux chômeurs. Un grand nombre de chômeurs ne peut plus faire face au règlement de leurs factures. C'est une réalité. Et c'est le capitalisme qui en est responsable. C'est donc à lui de payer !

LA «COTE MOBILIERE» UN VRAI RACKET

Les habitants des quartiers populaires et des HLM en ont assez ! Tout augmente : les loyers, les charges, et maintenant la «côte mobilière», le plus injuste des impôts locaux. Les Lillois ont pu s'en rendre compte récemment en recevant leur feuille de contribution : de 25 % à 50 % de hausse ! Un vrai racket !

Dans les HLM, la «côte mobilière» équivaut parfois à deux mois de loyer et de charges. C'est comme si les locataires devaient payer un treizième et un quatorzième mois. De toute façon, la grande majorité des locataires ne pourront pas s'acquitter à temps, et ils s'exposent à des poursuites et des saisies.

Par exemple, une veuve retraitée qui habite un F 3 dans un HLM de Wezennes doit payer une côte mobilière de 1 145 F, soit plus de la moitié de son revenu trimestriel.

Mais les habitants des vieux quartiers ne sont pas mieux lotis. Dans le Vieux-Lille, un couple sans ressources qui a retapé un appartement complètement délabré a eu la désagréable surprise de se voir réclamer 1 300 F. Rue Sainte-Catherine, une veuve agée de 72 ans vit dans un 3 pièces en mauvais état sans eau chaude, avec WC sur le palier, et chauffage au charbon. La mairie a eu le culot de lui réclamer 680 F.

Les critères d'imposition sont décidés de façon scandaleuse. Ils ne tiennent aucun compte des ressources des familles ou de la mauvaise qualité des logements. Enfin, ils varient selon les quartiers. On peut payer plus de 1 000 F pour un F 2, et 800 F pour un F 3 situé à cinq cent mètres de là, mais dans un autre secteur !

Les travailleurs exigent la suppression de la «côte mobilière», ce racket des gangsters capitalistes pour pressurer la classe ouvrière. Dès à présent, ils revendiquent, avec les marxistes-léninistes, le report des échéances de paiement et l'arrêt immédiat de toutes les poursuites, la révision des critères d'imposition en fonction des revenus des familles, le dégrèvement total pour les familles aux ressources insuffisantes.

Correspondant H.R.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LA FAUCILLE No 14
(datée par erreur de janvier)

Le premier numéro de février vient de paraître. Passez vos commandes à l'Humanité rouge – BP 61 – 75861 Paris Cedex 18. Le numéro : 0,70 F.

Le personnel des crèches des Hauts-de-Seine en grève

La police charge les parents

Après trois grèves d'avertissement les 13, 22 et 29 janvier, le personnel des 54 crèches des Hauts-de-Seine (3 000 enfants) s'est mis en grève reconductible à partir du 5 février.

Ses principales revendications sont : indemnité égale pour tous ; revalorisation des salaires ; amélioration des conditions de travail ; dénonciation de la circulaire du 16-12-75 de Mme Veil qui prévoit la réduction du service médical, la mensualisation des paiements des usagers, l'augmentation du taux d'occupation des crèches en comptant sur l'absentéisme, le développement des systèmes de garde sans personnel qualifié (éventuellement bénévole) afin d'éviter la construction de nouvelles crèches.

Devant le refus du Préfet des Hauts-de-Seine d'engager des négociations sérieuses, le personnel des crèches a informé les parents de la situation et de ses revendications et fait appel à leur solidarité.

Mercredi 4 février, une délégation d'une centaine de parents, venus porter des pétitions à la préfecture, se voit opposer un refus d'entrevue par le préfet. Alors qu'ils demandaient à être reçus par un de ses collaborateurs, les flics furent envoyés pour «dégager» les manifestants. Plusieurs reçurent des coups et 3 parents furent arrêtés, mis en garde à vue et déférés au parquet !

Les parents des Hauts-de-Seine doivent se réunir vendredi 6 février à 20h 30 à la crèche Potania de Gennevilliers pour définir la riposte qui s'impose.

Un nouveau périodique trimestriel

VENT D'EST

Textes traduits de la presse chinoise

No 1 – 1er trimestre 1976

Articles, correspondances, débats :

- la lutte contre le droit bourgeois.
- la formation des travailleurs.
- bilan du système scolaire en URSS.
- sommaires de revues scientifiques chinoises.
- pour les hommes et pour les femmes : à travail égal, salaire égal.
- critique du roman «Au bord de l'eau».
- etc.

Aux Editions du Centenaire 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris

Plus que 2 millions pour atteindre notre objectif

Après une nette accélération des rentrées de la souscription, voici depuis la fin de la semaine dernière que nous observons de nouveau un ralentissement. Nous avons reçu le 4 février au matin 23 millions d'anciens francs ; il reste donc à couvrir 2 millions pour atteindre notre objectif.

Cet objectif, rappelons-le, n'est pas une simple question financière. Nous laissons cette conception des problèmes financiers à la presse de la bourgeoisie.

Notre campagne de souscription, nous l'associons et nous la subordonnons aux objectifs politiques, idéologiques et organisationnels de notre quotidien. Nous n'avons pas le moindre doute sur les difficultés matérielles que rencontrent nos amis, lecteurs et abonnés, ainsi que nos camarades, qui, dans la situation de crise économique générale du capitalisme, sont particulièrement accrues par le chômage, la vie chère et les bas salaires. Mais c'est justement ce contre quoi nous nous battons. Pour la défense et le soutien des luttes immédiates. Pour l'amélioration des conditions des masses ouvrières et paysannes. Pour travailler au développement des luttes politiques révolutionnaires nécessaires à l'instauration du socialisme garanti par la dictature du prolétariat, seul régime assurant le contrôle et le maintien par la classe ouvrière et les autres travailleurs des acquis de la révolution.

Notre quotidien est indépendant financièrement du capital français ou étranger. Mais sur le plan politique et idéologique, il affirme son soutien résolu au Parti qui milite pour un Parti marxiste-léniniste unique, le PCML.F. Notre quotidien est donc un journal de Parti, un journal communiste. Un journal qui combat la bourgeoisie, bien entendu, mais qui porte une attention particulière au combat contre les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, notamment lesfaux communistes à la tête du vieux PCF qui ont trahi les idéaux pour lesquels sont morts tant de militants de ce parti.

Envoyer chacun une contribution, envoyer un petit sou à notre quotidien, est un acte politique ; chacun le comprend.

Amis et camarades, la bataille des 25 millions est à son terme. Allons jusqu'au bout rapidement !

Total au 4/2/76	227 784,67 F	Un groupe d'ouvriers	170,00 F	CDHR AR	85,00 F
Vive la lutte pr l'ind. nat. classe ouv. en tête contre les 2 superp. – 2 militants anti-imp.	100,00 F	1 postier ml	200,00 F	CDHR prov. M	1 000,00 F
		Suppl. cde cal. et CP LD	170,00 F	1 cple militant	200,00 F
		BJ	100,00 F	1 étudiant	50,00 F
		TB soutien	100,00 F	Sur un marché	50,00 F
				1 appelé ml pr le quot. en kiosques Paris et province	200,00 F
				Total	230 209,67 F

NOTES DU COMITE D'ADMINISTRATION

AUX CORRESPONDANTS

Si cela vous est possible, marquez sur l'enveloppe de correspondance la mention, suivant le cas :

Humanité rouge/administration
ou *Humanité rouge/rédaction.*

Bien souvent, nos amis abonnés envoient en plus de leur correspondance administrative sur la même feuille des remarques concernant le journal. Celles-ci nous sont très utiles. Mais pour faciliter la tâche du journal, nous leur demandons si possible de séparer sur deux feuilles ces sujets, même si elles sont dans une seule enveloppe.

MERCI...

AUX ABONNÉS

Le routage 205 utilisé pour l'acheminement du quotidien nous fait utiliser un système de marquage exigé par les PTT, qui comporte pour certains secteurs des nombres de 3 chiffres qui risquent de se confondre avec les 3 chiffres que nous utilisions pour indiquer les fins d'abonnements. Aussi à partir de la fin février, nous adresserons une circulaire individuelle à chaque abonné pour lui indiquer que son abonnement se termine à la fin de la semaine (tous les débuts d'abonnements ou de réabonnements se faisant le lundi et les fins d'abonnements le samedi).

402

DUPONT A.
13, rue J. Staline
75020 Paris

ancien système

Nouveau système
Q.305 No du quartier de distribution

DUPONT A.
13, rue J. Staline
75020 Paris

Marseille

Un patron déverse un insecticide dans une rivière

Un fait divers parmi tant d'autres : il concerne une fabrique d'insecticides de la vallée de l'Huveaune à Marseille.

Voici plusieurs jours d'affilée en effet que dans cette usine le patron donne l'ordre à un ouvrier de vider des fûts dans une petite rivière qui passe près de l'usine. Cet insecticide, sous forme liquide, est composé de brome. On sait que ce produit est corrosif, qu'il agit sur l'organisme et qu'il peut entraîner des brûlures très importantes et des complications secondaires.

On a pu voir au début de la semaine dernière à quel point le brome est nocif : une vingtaine d'écoliers de Créteil, dans la région parisienne, ont été intoxiqués dans les vestiaires de la piscine de la Lévrière par des émanations de gaz toxique provenant du brome. Employé dans cette piscine comme désinfectant, le brome avait été utilisé ce jour-là en quantité excessive. Sept des écoliers intoxiqués avaient dû être hospitalisés.

On voit donc quels risques le patron de cette usine fait encourir à la population en donnant l'ordre de déverser du brome dans un cours d'eau.

Encore une fois, nous voyons ici un exemple de la course aux profits des grandes industries qui préfèrent mettre en danger la vie de l'homme au lieu de perdre un peu d'argent en remplissant un minimum de consignes de sécurité.

Correspondant HR.

Le No 5 de janvier-février 1975 de
LA JEUNE GARDE ROUGE
— Organe central de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France
vient de paraître

*****

Au sommaire de ce numéro
– Chou En-lai révolutionnaire immortel.
– Le 11 janvier 1946 la République populaire d'Albanie était proclamée
– LE PCMLF A 8 ANS
– Contre le chômage la JCML de Suisse à la pointe du combat
– La campagne du PCF sur les libertés une preuve de sa faiblesse
– Le social-impérialisme russe s'arme jusqu'aux dents
– Ainsi qu'une page culturelle, etc.

*****

PASSEZ VOS COMMANDES A L'ADRESSE DE L'HUMANITÉ ROUGE, EN PRÉCISANT «POUR LA JEUNE GARDE ROUGE»
Prix : 2,50 F

L'ARRETE SOISSON

Pour que l'école serve toujours mieux les intérêts de la bourgeoisie

L'arrêté Soisson concerne le deuxième cycle de l'enseignement supérieur. Il s'inscrit dans la continuation de la réforme du DEUG de 1973 et de celle du bac.

Avec l'arrêté Soisson, après le DEUG, les étudiants reçus passeront devant une commission pédagogique chargée de juger ceux qui sont «aptes» à passer dans l'année supérieure. Les critères sont à l'appréciation du conseil d'université...

En ce qui concerne les études préparées : celles-ci devront correspondre aux *«besoins nationaux»* estimés par les groupes d'étude de technique. Ceux-ci sont composés d'universitaires et pour au moins un tiers de représentants *«des principaux secteurs d'activité économique, culturelle et sociale»*, et tous sont nommés par le secrétaire d'État.

Les universités auront donc intérêt à faire correspondre au mieux leur préparation avec les «besoins» en question. On les incite à cet effet à se lier aux entreprises et à organiser des stages pour les étudiants. Il n'est pas précisé quelles seront les conditions de ces stages, ni s'ils seront rémunérés. Ce sont là pour la bourgeoisie des détails tout à fait secondaires, sans doute ! Pour la majorité des étudiants, il n'en est pas de même.

Par ailleurs, les universités présenteront un dossier au secrétaire d'État, Mme Alice Saunier-Seite, qui les habilitera, pour 5 ans au maximum, et en se réservant la possibilité de revenir à tout moment sur sa décision. C'est également le secrétaire d'État qui fournira les crédits, non plus selon le nombre d'étudiants, mais en fonction de la formation donnée.

QU'EST-CE QUE REPRÉSENTE L'ARRETE SOISSON ?

L'arrêté Soisson n'est pas un changement dans la nature de l'université en système capitaliste mais il marque un renforcement de la mainmise économique de la bourgeoisie sur la faculté : par les crédits et la liaison avec les entreprises. C'est également une aggravation de la situation pour les étudiants au niveau de l'emploi. En effet l'argument en faveur de l'arrêté Soisson c'est de dire : s'il y a moins d'étudiants dans le second cycle il y aura moins de chômeurs à la sortie aussi. Or l'exemple des IUT prouve qu'une majorité d'étudiants se retrouvent sans boulot à la sortie. En outre avec l'arrêté Soisson il y aura autant – au moins – d'étudiants à se retrouver au chômage à la fin du premier cycle, et même avant.

Concernant les étudiants salariés, les précisions manquent, pour le moins. Il semble cependant qu'ils soient obligés de faire le même nombre d'heures que les autres, sans possibilité de rattrapage. On sait ce que cela veut dire pour les étudiants salariés : à Nantes par exemple parmi les 68 étudiants éliminés par les DEA beaucoup étaient des salariés.

Avec l'arrêté Soisson, le poids de l'idéologie bourgeoise se fera plus lourd sur les facultés. En effet, parallèlement se développe une réforme sur les centres de formation des maîtres (CFM) où seul un petit nombre sera accepté après sélection bien sûr. Ce qui permet de se rassurer quant au savoir transmis par la suite dans les écoles...

Un tel arrêté représente une mesure répressive contre laquelle les étudiants doivent lutter. Les étudiants, eux aussi, à leur niveau, doivent refuser de faire les frais de la crise du système capitaliste.

Correspondant HR.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois . . . . . 32 F
3 mois . . . . . 95 F
6 mois . . . . . 190 F
Soutien. . . . . 300 F

Pli fermé
1 mois . . . . . 60 F
3 mois . . . . . 180 F
6 mois . . . . . 360 F
Soutien. . . . . 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

culturel

Rassemblement national ouvrier

APPEL AUX ARTISTES PROFESSIONNELS ET AMATEURS

MUTUALITE SALLES A ET B DE 14 A 24 HEURES

Notre appel continue toujours d'être entendu. Chaque jour le courrier apporte un lot de réponses enthousiastes. Aussi tant de la part de travailleurs eux-mêmes que de troupes spécialisées ou d'artistes isolés nous pouvons dénombrer ce qui est déjà proposé. Par exemple nous pouvons déjà compter sur une dizaine de sketches ou pièces théâtrales, 3 ou 4 chorales, un certain nombre de poèmes dits sur scène, 2 ou 3 films et plusieurs montages audio-visuels, 5 ou 6 expositions de groupes et d'individus. Quelques participations :

Rhône-Poulenc (Vitry-sur-Seine) :

Les travailleurs de cette usine annoncent qu'ils participent au 14 février avec, entre autres choses, un montage audio-visuel de 20 mn sur une grève qui s'est déroulée en octobre 1972.

La Troupe des Hauts Plateaux

Elle compte présenter une pièce qu'elle a déjà écrite et jouée, intitulée «Madame la Paix». C'est une pièce qui dénonce le pacifisme, le racisme, la collaboration de classe et la théorie de la «détente».

Le CDHR De Lyon-8è

Les militants de ce CDHR travaillent principalement autour de l'usine Paris-Rhône et apporteront une bande dessinée sur les points marquants d'une lutte qui a eu lieu.

Les paysans d'Ille-et-Vilaine

Ils apporteront une grande fresque qu'ils ont réalisée sur 3 m de long et 1,50 m de haut.

L'atelier 18 mars

Les artistes qui forment ce groupe d'arts graphiques annoncent également leur participation avec plus d'une quinzaine d'artistes qui exposeront près d'une centaine de travaux (tableaux, gouaches, linogravures, dessins, caricatures, bandes dessinées, photographies, etc.) sur le thème : «les travailleurs sont les seuls maîtres de leur destin». Ils annoncent qu'ils ont conçu également le stand qui supportera leur exposition. Nous encourageons d'ailleurs vivement les autres groupes ou individus exposants à faire de même car les disponibilités d'accrochage sur place, au dernier moment, sur les murs de la salle de la Mutualité, sont quasiment nulles.

Le groupe Rosta

Le groupe annonce sa participation au rassemblement où il jouera son spectacle intitulé «Maïakovski» dont nous avons parlé dans une de nos précédentes éditions. Ils tiennent à présenter eux-mêmes leur spectacle et pourquoi ils le joueront le 14 février :

«Maïakovski a vécu et écrit son œuvre dans une période exceptionnelle : 1917, année de la première révolution prolétarienne.

»Sans hésitation, il adhère au mouvement révolutionnaire. Son outil de travail était l'art, la poésie, l'écriture. Cet outil, il s'est efforcé de le rendre efficace et utile au mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire à la grande masse des gens qui créaient ce mouvement.

»Une des actions les plus importantes de Maïakovski en tant qu'artiste fut son travail à l'agence Rosta où il participa à l'élaboration de nombreuses affiches d'agitation et de propagande (fenêtres Rosta). Ces affiches traitaient des sujets de l'actualité et correspondaient aux besoins du moment, celui de la révolution.

»Ces différents aspects ont déterminé notre choix pour ce premier travail du groupe.

»Le travail que nous vous proposons se compose d'un choix de textes de Maïakovski chantés ou dits et liés étroitement à une base musicale constante. Si celui-ci passe par le biais de l'art, tout comme Maïakovski, nous n'avons pas voulu et ne voulons pas en faire une forme d'expression élitaire mais plutôt une force utilitaire devant la réalité sociale à laquelle nous sommes confrontés. Nous avons donc travaillé chaque thème musical en liaison étroite avec le contenu des différents textes en traduisant le sentiment contenu dans l'œuvre de Maïakovski (refus de toute forme d'oppression, de domination et volonté de combattre celle-ci) et en nous efforçant de trouver les correspondances avec les structures actuelles.

»Tout en étant le moyen que nous avions à notre disposition, la musique nous est apparue aussi comme un véhicule capable de transporter l'énergie nécessaire à la sensibilisation de tous ceux qui deviendraient nos interlocuteurs en ne trahissant surtout pas le propos de Maïakovski qui est aussi le nôtre.

»Au travers du spectacle, «Maïakovski» est avant tout pour nous une action dans l'engagement que nous avons pris. Au-delà de la «représentation» dans un lieu théâtral, c'est en premier lieu la rencontre que nous voulons, l'échange, et chaque fois que l'occasion nous en sera donnée, la possibilité d'établir un dialogue avec tous ceux qui combattent aujourd'hui la domination, l'exploitation et l'oppression.

»Maïakovski a ouvert une voie, nous nous efforcerons de la suivre !»

Un lecteur nous écrit

VAILLANT CONTRE PIF LE CHIEN

L'article d'un de nos lecteurs sur «Pif le Chien», édition actuelle, nous a valu une intéressante lettre d'un autre lecteur, ancien membre du Parti communiste français. En voici un large extrait :

«L'article d'un lecteur sur Pif le Chien, édition actuelle, et ses concessions au goût bourgeois, voire aux idées réactionnaires, m'a fait penser qu'à la fin des années 40, au début des années 50, le journal Vaillant publiait des bandes d'un autre crû il y avait «Tao, fils de Chine» sur la lutte du peuple chinois contre les «Jap's» puis contre le Kuomintang, il y avait «Jean et Jeannette», deux gosses servant d'intermédiaires dans la Résistance française aux Allemands nazis, «les aventures de Lynx, le chasseur de fauves» qui l'amenaient à aider les maquisards indonésiens dans leur lutte contre l'envahisseur japonais, ou encore «Bob Mallard», pilote de chasse qui participait à la guerre de l'air contre les nazis. Il me semble que ça pourrait valoir le coup de retrouver... les collections de Vaillant de cette époque (ça doit être entre 49 et 52-53). Bien sûr, c'est une petite chose, mais elle prouve un changement d'attitude du PCF (bien sûr !) à l'égard du travail de propagande en direction des jeunes et c'est très important...

J'ai apprécié l'autocritique à l'égard de la bande dessinée italienne diffusée dans HR. Cette bande était trop schématique et erronée du point de vue historique. Il faut être vigilant et prudent et mieux vaut pas de bande dessinée du tout qu'une mauvaise bande dessinée !»

LA MARCHAILLAISE

Tu peux dormir tranquille,
Bourgeois,
Marchais est là, qui veille,
Jaloux,
Sur tes sous, sur ton oseille,
Filou !
Tu peux dormir tranquille,
Bourgeois !

Tu peux rêver pénard,
Canaille !
Georges est de la famille,
Maintenant !
Il veille sur tes billes,
Fainéant !
Tu peux rêver pénard,
Canaille !

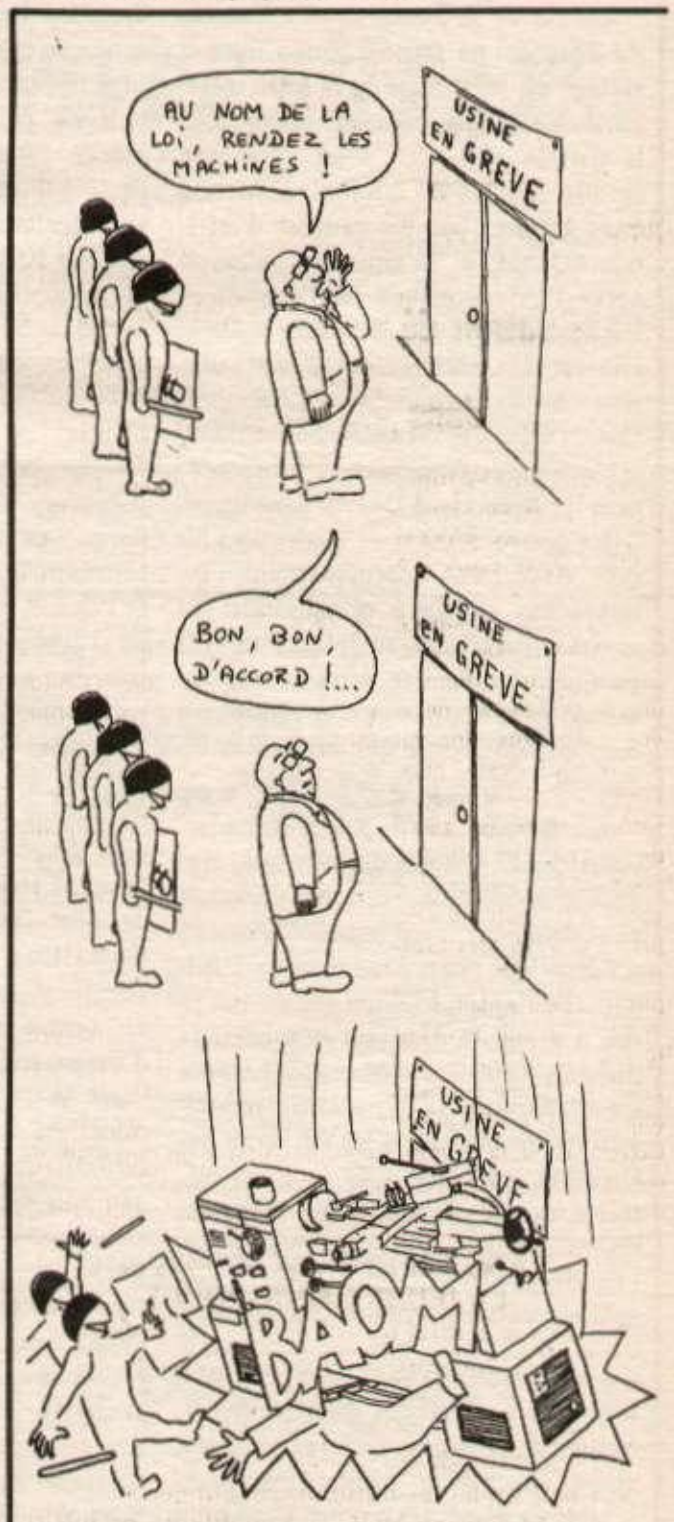
Canaille, où as-tu mis
Lénine ?
Et Marx, Engels, Staline ?
Renégat !
T'auras la guillotine
Et clac !
Canaille où as-tu mis
Lénine ?

La Commune, salaud,
Où l'as-tu mise ?
Et Charonne ? Oublié ?
Oublié ?
Et la Commune, salaud,
Où l'as-tu mise ?

Oui, tu l'as mise en bière,
Croqu'mort.
Digne héritier de Thiers,
Gare à toi
Car le peuple n'oublie
Pas
Que tu l'as mise en bière
Croqu'mort.

«La dictature ? Je n'en
Veux pas !
Tout ça c'est dépassé,
Assez !
Du prolétariat ? N'en
Parlez pas !
La dictature je n'en
Veux pas.»

Renégat. L'dernier mot
Tu l'auras pas !
Au fond d'une poubelle
Tu finiras !
La mariée est trop belle,
Ça ne marchera pas !
La dictature du prolétariat
T'aplatira !



LE CENTRE CULTUREL IRAKIEN A PARIS
ET
L'ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE

présentent pour la première fois en France :

LA TROUPE NATIONALE D'ART FOLKLORIQUE D'IRAK
70 danseurs, musiciens et chanteurs

mardi 10 février 1976 à 21 h au Palais des Congrès (porte Maillot)
Réservation ASFA – 12-14, rue Augereau – 75007 Paris – Tel 555 27 52
705 81 45 Places : 1è série : 20 F 2è série : 15 F Étudiants : 10 F

LA MÉDITERRANÉE AUX PEUPLES DE MÉDITERRANÉE

Disponible pour 3 F :

à l'adresse : La Méditerranée aux peuples de Méditerranée
26 bd des Dames
13002 Marseille
CCP Leroux Marseille 460529

ou par abonnement à la même adresse
normal : 15 F pour un an
soutien : 50 F pour un an

l'Humanité Rouge

document

«Qui est le principal coupable de la guerre civile en Angola ?»

Une campagne de grande ampleur est actuellement orchestrée contre la République populaire de Chine, à l'initiative du social-impérialisme russe et de ses agents. Elle vise à présenter l'attitude de la Chine, appliquant toujours fermement les principes de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité aux peuples en lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, comme opposée aux intérêts fondamentaux des peuples et basée sur des intérêts égoïstes de grande puissance. Cette campagne se déchaîne tout particulièrement à propos de l'Angola.

Selon l'expression parlante des porte-paroles chinois eux-mêmes, l'URSS impérialiste utilise ici la tactique du «voleur qui crie au voleur !» pour tenter de détourner l'attention de ses propres agissements.

L'article d'un journaliste chinois sur l'Angola que nous reproduisons ci-dessous et dont nous partageons entièrement l'analyse, est la meilleure réponse qui soit à cette grossière opération.

La fin de la domination coloniale du Portugal en Angola, qui a duré 5 siècles, est le résultat de la lutte inflexible, de longue haleine, menée par le peuple angolais ; c'est aussi une grande victoire du combat, poursuivi dans l'unité, par les peuples d'Afrique. Quant à la situation apparue après l'indépendance de l'Angola – les déchirements et la guerre civile – elle est due entièrement à la rivalité entre les deux puissances hégémoniques, l'URSS et les USA, notamment à l'expansion flagrante, à l'intervention brutale de l'Union soviétique.

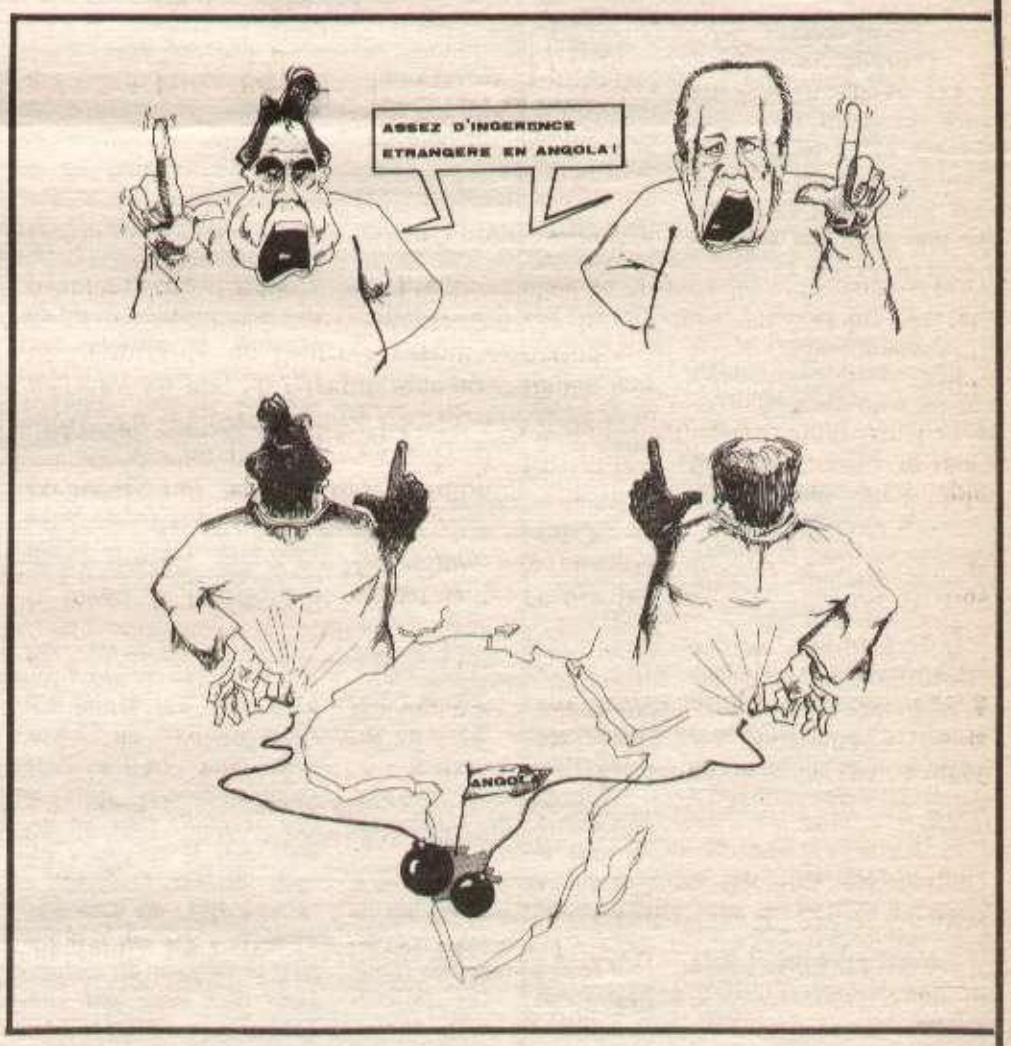
Le gouvernement et le peuple chinois dénoncent énergiquement l'intervention grossière et sans fard du social-impérialisme soviétique en Angola, la rivalité des deux superpuissances dans cette région et l'intervention des autorités sud-africaines en Angola.

En janvier 1975, les 3 organisations de libération de l'Angola, qui étaient alors unies, ont signé avec le gouvernement portugais l'Accord d'Alvor sur l'indépendance de l'Angola. Peu après, l'Union soviétique se mit à semer la discorde et à créer la division entre les trois organisations sœurs. En juin 1975, les trois organisations de libération de l'Angola déclarèrent renoncer à la force et c'était-là une mesure propre à régler les divers problèmes. Mais par la suite, l'Union soviétique a intensifié son assistance militaire à une de ces organisations. Au début, elle lui fournissait des armes légères ; plus tard, ce fut le tour des armements lourds : lance-roquettes, missiles, voitures blindées, chars, et même avions militaires. L'Union soviétique a par ailleurs envoyé un important personnel militaire en Angola, s'immisçant ainsi directement dans la guerre civile de l'Angola dont elle assume le commandement ; la conséquence en est cette guerre fratricide de l'Angola. Le social-impérialisme soviétique est le principal coupable de la guerre civile en Angola, de même que l'ennemi le plus dangereux du peuple angolais.

L'Angola, qui se trouve sur la côte occidentale de l'Afrique méridionale, est baigné par l'Atlantique sud : sa position stratégique est des plus importantes. L'Union soviétique cherche par mille et un moyens à placer l'Angola sous son emprise, pour que ses flottes puissent utiliser les excellents ports dont dispose la côte de l'Angola qui s'étend sur plus de mille kilomètres. A présent, le Canal de Suez est rouvert à la navigation ; cependant, le transport du pétrole du Golfe du Moyen-Orient vers l'Europe occidentale, doit encore s'effectuer en majeure partie par des pétroliers géants qui empruntent les lignes de l'Atlantique sud, en contournant le Cap de Bonne-Espérance. Si l'Union soviétique réussit à contrôler l'Angola, on peut dire qu'elle a mis une embûche sur cette ligne extrêmement importante pour le ravitaillement de l'Europe occidentale en pétrole. C'est pourquoi, s'immisçant en Angola, l'Union soviétique se propose de placer sous son contrôle cette zone stratégique importante, afin de créer des conditions favorables lui permettant de disputer l'Europe à l'autre superpuissance et de mettre en œuvre son plan d'agression et d'expansion en Europe occidentale. C'est là un pas important dans l'application de sa stratégie contre-révolutionnaire en vue d'asseoir son hégémonie dans le monde entier.

L'Union soviétique s'est immiscée en Angola également dans le but de renforcer sa position dans sa dispute avec l'autre superpuissance pour l'hégémonie dans l'Atlantique sud, vaine tentative entrant dans le cadre de son ambition d'hégémonie mondiale. Le social-impérialisme soviétique, qui veut devenir maître des mers, a entrepris de transférer progressivement vers le Sud la sphère d'activité de sa marine dans l'océan Indien et l'Atlantique nord ; il poursuit énergiquement son expansion vers l'Afrique australe. A l'heure actuelle, toutes sortes de bâtiments soviétiques pénètrent souvent dans l'océan Indien, sous prétexte d'effectuer des recherches océaniques ; ils cherchent même à se rendre dans les parages du Canal du Mozambique et les eaux de l'Afrique du Sud, afin de s'y livrer à de louches activités.

L'Union soviétique convoite depuis longtemps les riches ressources stratégiques de l'Afrique. L'Angola, beau pays au sol fertile, produit en abondance café, sisal, coton, canne à sucre, arachide et autres cultures industrielles ; son sous-sol recèle des gisements de pétrole, diamants, or, uranium, fer, cuivre, wolfram, manganèse, bauxite. Les colonialistes portugais considéraient l'Angola comme le joyau de l'Afrique et s'y livraient à un pillage sauvage. Maintenant, profitant de ce que les colonialistes portugais ont été chassés, l'Union soviétique cherche à s'emparer de ce joyau. Par ailleurs, comme l'Afrique méridionale est, en Afrique, une zone importante où l'autre superpuissance a placé des investissements, le problème de l'Angola est précisément un reflet de la dispute acharnée que se livrent les deux superpuissances dans cette région du monde.



En s'immisçant en Angola, l'Union soviétique poursuit encore un autre but : saboter la juste lutte antihégémonique que mènent dans l'unité les peuples des divers pays africains. Le principe suivi par l'Organisation de l'unité africaine à propos du problème de l'Angola consiste à reconnaître les trois organisations de libération qui persévèrent dans la lutte contre la domination coloniale ; elle est en faveur de leur unité, en vue de la réalisation d'une indépendance nationale authentique et de la formation, par elles, d'un gouvernement d'union nationale. L'Union soviétique est parfaitement au courant de ce principe qui est conforme aux intérêts et aspirations du peuple angolais et des peuples africains. Cependant, agissant dans le sens contraire, elle maintient, avec opiniâtreté, sa position réactionnaire consistant à créer la scission en Angola et elle s'emploie sans cesse à provoquer la discorde, à semer la dissension entre les pays africains ; bref, elle dirige son fer de lance contre le peuple angolais et tous les peuples de l'Afrique, ainsi que l'OUA.

Le peuple angolais est un peuple héroïque. Les organisations de libération de l'Angola sont nées dans les flammes du combat contre la domination coloniale. A l'issue d'une longue lutte armée, âpre et sans merci, elles ont vaincu les colonialistes portugais. Le peuple chinois souhaite qu'elles mettent au premier plan les intérêts de la nation, protègent les conquêtes de la lutte anticolonialiste, obtenues au prix de tant de difficultés, et règlent leurs divergences internes au moyen de consultations pacifiques ; et que grâce au soutien énergique des autres peuples africains et de l'OUA, elles brisent les complots et activités de sape du social-impérialisme soviétique, écartent toute ingérence étrangère, s'unissent et œuvrent de concert à la réalisation de l'union nationale, l'unité du pays, et l'indépendance véritable.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt legal : 1er 1976